

AKTUELL

POLITIQUES FAMILIALES

Tout pour les mères ?

Raymond Klein

L'émancipation passe par les crèches et le congé parental. Au-delà de ce consensus se posent des questions délicates concernant l'articulation de ces politiques avec l'économie et la justice sociale.

« Il ne faut pas essayer de faire des économies quand on réforme les politiques familiales. » La phrase d'Hélène Périvier n'a fait bondir personne lundi soir au Carré Rotondes. L'économiste française avait été invitée par la « Gréng Stëftung » pour une conférence-débat intitulée « Les politiques familiales, un investissement dans l'égalité des chances ? ». Pour Périvier, ce n'est pas l'économie de l'Etat social qu'il faut réformer, mais son orientation, afin que ses mécanismes correspondent aux modes de vie et de travail du 21e plutôt que du 19e siècle.

La ministre de la Famille Corinne Cahen s'est déclarée entièrement d'accord. Effectivement, les changements qu'elle a mis en chantier réduiront certaines dépenses, surtout celles liées aux différentes allocations ; mais le budget des prestations en nature, notamment des chèques-service, continuera à augmenter fortement. Cela va dans le sens de ce que préconise l'économiste française : les politiques familiales, plutôt que de favoriser le modèle de « M. Gagnepain et Mme Aufoyer » à coups d'allocations, devraient être ciblées sur les individus. Pour elle, il s'agit d'une politique au service de l'émancipation, donnant les meilleures chances de départ à chacune et chacun. Et permettant notamment, à travers l'accès aux crèches, de choisir librement d'avoir des enfants et de continuer à travailler.

Contre l'économisme

Contrairement au panel, sans surprise, le public n'a pas été unanime sur ce point. « Un enfant a besoin de s'enraciner, et c'est à la maison, avec les parents, que cela doit se faire », a-t-on ainsi entendu. Face à cette demande de rétablissement de l'allocation d'éducation, le panel a vanté les bienfaits des crèches. Ainsi Sam Tanson, coprésidente des Verts, a-t-elle rappelé l'importance de l'encouragement précoce (« Frühförderung ») pour les enfants fragilisés et le coût des mesures nécessaires pour réparer les dégâts subis avant la scolarisation :

financer des crèches apporterait ainsi un retour sur investissement d'un facteur cinq.

L'argument n'était pas du goût d'Hélène Périvier. Elle n'a pas contesté le fait que l'intégration dans les crèches a un impact positif sur le coût des politiques d'éducation, mais a estimé qu'il ne fallait pas raisonner en termes de performance économique. « Ce type d'argument mange tout le débat », a-t-elle regretté. Pour elle, mettre en place des crèches se justifie d'abord comme un moyen d'émancipation des enfants.

Autre chantier de réforme vivement débattu, le congé parental. Puisque trop peu de parents l'utilisent et que les pères semblent dissuadés par son impact sur leur revenu et leur carrière, l'idée de flexibiliser ses conditions d'utilisation a fait consensus au sein du panel. A noter que personne ne s'est interrogé sur la disparition de l'effet « on partage les tâches domestiques » au cas où un budget d'heures de congé parental serait étalé sur une longue période.

Donner à ceux qui ont

Périvier a plaidé pour que le congé parental soit traité dans une logique assurantielle : financé par des cotisations liées au revenu et payé non pas sous forme d'un montant forfaitaire, mais d'un salaire de remplacement. En d'autres termes, un congé payé exceptionnel, plus court qu'actuellement, mais mieux rémunéré - du moins pour les salaires moyens. Robert Urbé, porte-parole de Caritas, s'est montré réservé : « Dans ce cas, les mères en situation précaire sont encore pénalisées. » Mais l'économiste française a maintenu sa proposition, estimant que le problème de la pauvreté constituait un autre débat.

Les discours vantant les mérites de la socialisation dans les crèches, le win-win du patron compréhensif envers ses salariés et l'amélioration nécessaire des conditions de travail sont bien beaux. La réalité est différente - plusieurs interventions du public l'ont souligné - avec des crèches parfois pourries et des patrons souvent abusifs. Si les réformes visant à l'émancipation conduisent à ce que les salariés, surtout les plus fragiles, soient perdants, elles jetteront le discrédit sur le concept d'émancipation même.

SHORT NEWS

Réforme de la réforme des crèches - enfin !

(lm) - Un enfant issu d'une famille recomposée, c'est ce à quoi ressemble le projet de loi 6410, modifiant la loi sur la jeunesse - en l'occurrence, réorganisant les structures d'accueil des enfants. Il avait été déposé par la ministre de la Famille Marie-Josée Jacobs en 2007, puis fait l'objet d'importants amendements gouvernementaux en août 2013, déposés par Marc Spautz, le successeur de celle-ci. Désormais, la ministre de la Famille s'appelle Corinne Cahen. Mais c'est son « compagnon » politique Claude Meisch, ministre de la Jeunesse, qui a présenté une nouvelle mouture du texte à la presse mardi dernier. Changement le plus spectaculaire : les chèques-service rendant abordables les tarifs des crèches sont aussi délivrés aux parents frontaliers. Meisch estime cependant que le fait d'imposer à l'avenir dans les établissements concernés la pratique du luxembourgeois dissuadera la plupart des nouveaux bénéficiaires. De manière générale, suite à la croissance quantitative, les nouveaux ministres souhaitent augmenter la qualité des crèches, introduire des normes pédagogiques et instaurer des contrôles. Entre demande accrue et offre bataillant pour remplir les normes, ne risque-t-on pas une pénurie de places ? Le ministre s'est dit convaincu que les acteurs, publics et privés, allaient au contraire multiplier leurs efforts.

Enseignement secondaire : pas d'accord

(da) - Les représentants des enseignants et le ministre de l'Éducation Claude Meisch sont d'accord ... sur le fait de ne pas être d'accord. Après une première réunion avec le conciliateur, qui a duré deux heures environ, les deux parties se sont toutefois montrées satisfaites. Les négociations se seraient déroulées dans une bonne ambiance, malgré quelques frictions au début. Les trois syndicats présents - Féduse, Apess et SEW - ont lancé un appel aux enseignants : celui de ne pas lancer d'actions avant la prochaine étape de la conciliation, le 5 mars. Ce n'est pas la première fois que les syndicats se montrent enclins à un possible compromis. Après une réunion le 26 novembre, autant le ministre que deux des trois syndicats s'étaient donnés optimistes. A l'époque, les comités de professeurs avaient fait échouer un possible accord en appelant les enseignants à se retirer des commissions d'examens - un appel que près de 1.500 professeurs avaient suivi. La semaine passée, Meisch s'était soucié de la fragmentation de ses partenaires de discussion et avait exprimé sa volonté de trouver un arrangement dans l'intérêt de la « qualité de l'enseignement ». Reste à voir si la base suivra les syndicats, cette fois-ci.

PDR: Schlagabtausch zwischen Meco und Etgen

(rg) - Dass das Gutachten der EU-Kommission zum luxemburgischen Landwirtschafts-Entwicklungsplan (PDR) wohl kaum nach dem Gusto des Landwirtschaftsministers ausfallen würde, dürfte sogar seine Verwaltung geahnt haben. Umso unverständlicher die in einer Stellungnahme und einem RTL-Interview öffentlich gemachte Reaktion des Ministers, die Kommission habe dem Meco ein Dokument übermittelt, noch ehe er selbst es zu Gesicht bekommen habe. „Inwieweit eine solche Vorgehensweise seitens der europäischen Kommission als normal angesehen werden kann, mag jeder selbst beurteilen“, so sein Kommuniqué. Damit dokumentiert er allerdings lediglich die lahme Kommunikation zwischen der Luxemburgischen Vertretung in Brüssel - die hatte das Dokument schon drei Wochen zuvor erhalten - und dem Ministerium zu Hause. Etgen widerspricht der Interpretation des Meco, Brüssel habe den PDR als Ganzes verworfen. Die 308 Einwände seien vielmehr Anmerkungen und Fragen, die jetzt im Laufe der normalen Prozedur aufgeklärt würden. Im übrigen greife der Meco nur die negativen Passagen heraus. Zum Beleg zitiert der Minister folgende Passage: „l'analyse est bien structurée et aisée à parcourir. Cependant, elle est parfois trop descriptive, factuelle ou ne comporte aucune donnée qui montre l'évolution des pressions, en outre, il n'y a pas un lien suffisant avec la description du contexte. Certains passages mériteraient des explications.“ Ein eindeutiges Lob, keine Frage!